

pour l'expédition de blé humide aux éleveurs terminus pour le séchage. Cette politique a amené le pire encombrement dans les installations d'entreposage du blé de l'histoire du Canada.

• (11.30 p.m.)

Ce qui me dépasse, monsieur l'Orateur, c'est que le ministre ne se soit pas inspiré de ses prédécesseurs de qui relevait la Commission canadienne du blé et n'ait pas nommé un contrôleur des transports, ou si vous préférez, un commissaire spécial, qui aurait eu le dernier mot et la haute main sur les chemins de fer, la Commission du blé, et les autres intéressés, qui pourrait résorber les embouteillages, coordonner le trafic des wagons couverts en fonction de l'offre et de la demande, et, d'une manière générale, faire régner l'ordre au lieu du chaos.

Sous le gouvernement actuel, l'industrie canadienne du blé est dans de beaux draps. Nous avons perdu des marchés chez nos clients traditionnels et nous n'avons pas réussi à nous en faire de nouveaux. Il y a peu de chances que nous réussissions à vendre encore du blé lorsque nos clients éventuels apprendront la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous sommes dans un tel pétrin que nous ne pourrions même pas donner notre grain. Juste avant Noël, le 23 décembre, on a raconté dans les journaux qu'un cadeau de 35,000 tonnes de blé canadien, destiné à deux pays africains, avait été chargé à bord de navires mais était détenu au Canada, car les deux pays en question n'avaient rien demandé et refusaient d'accepter ce cadeau. C'est cela de la planification? C'est cela de la coordination? Tout ce que le gouvernement a réussi à coordonner, ce sont les taux d'intérêts élevés, les taxes exorbitantes et, maintenant, les frais de surestaire élevés.

Le gâchis actuel est préjudiciable et pathétique. Il constitue un autre chapitre de la triste histoire qui se déroule depuis plusieurs années, sous un gouvernement libéral. Si grave que soit la situation actuelle, l'action sincère du gouvernement pourrait, je pense, y remédier dans une certaine mesure. Mais cette action ne pourrait apporter qu'un remède provisoire, elle ne corrigerait pas les faiblesses fondamentales de notre système démodé qu'on tient à garder à une époque et dans un milieu en pleine évolution. Il faudrait, je crois, reprendre le système à neuf. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons préconisé des changements dans la production et la vente du grain, dans la commercialisation de notre produit à l'étranger et, par-dessus tout, la modernisation de notre système de distribution.

Si nous ne modernisons pas nos techniques et si nous n'examinons pas dans une optique

[M. Mazankowski.]

nouvelle les conditions existantes, si nous ne multiplions pas nos installations modernes pour la manutention et la distribution du blé, alors toutes les mesures d'urgence seront inutiles. Elles ne feront que retarder le jour fatidique où le blé canadien cessera d'être le principal produit d'exportation et où ce produit cessera d'être le principal élément de l'économie nationale.

Pendant la dernière campagne électorale, on nous a beaucoup parlé des grandes choses que ferait le gouvernement. Il y aurait des changements de fond en comble, de nouveaux concepts, de nouvelles attitudes, de nouvelles initiatives, on reformerait ceci, on refaçonnerait cela. Après les élections, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'un bon gouvernement est parfois assez monotone, qu'il n'a rien d'excitant.

L'une des politiques présentées par le gouvernement avait trait à un conseil national des grains. On ne nous en a pas parlé dernièrement. Un organisme semblable devrait sûrement empêcher pareille situation. Monsieur l'Orateur, je crains fort que l'histoire ne se répète: des paroles sans action, des promesses sans réalisation.

A mon sens, ce dont nous avons besoin, c'est que les responsables fassent un effort sérieux pour étudier l'ensemble de l'évolution du marché mondial du blé, la place que le Canada y occupe et, après y avoir réfléchi longuement, qu'ils prennent les mesures qui nous permettront de faire de nouveau concurrence sur les marchés internationaux et de garder notre grande industrie du blé comme principal avoir national.

Il faut agir pour redonner de la vie à notre économie de l'Ouest qui dépend tout des marchés du blé. Il faut restorer le flux monétaire et alléger le lourd fardeau de dettes accumulées par suite du coût de la production, de la rentrée des récoltes, de l'entreposage et du séchage d'une surabondance de céréales non vendues. Nous ne pouvons nous permettre de rater des ventes comme celle de 17,000 tonnes proposée par le Japon récemment, d'une valeur évaluée à quelque 10 millions de dollars.

Quoi que le gouvernement fasse à la suite du débat en cours, et j'espère qu'il saura agir rapidement et efficacement, quoi qu'il fasse pour résoudre la crise immédiate, ce ne pourrait être qu'une mesure d'urgence. Il restera alors l'absolue nécessité de réévaluer par la base, et de modifier fondamentalement notre organisation et notre politique.

Si ce débat n'avait rien fait d'autre que faire ressortir la nécessité de prendre des mesures, il aurait bien rempli son but.

L'hon. Otto E. Lang (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, une fois de plus,